



<http://www.biodiversitylibrary.org/>

**Bulletins de l'Académie royale des sciences, des lettres et
des beaux-arts de Belgique.**

Bruxelles.

<http://www.biodiversitylibrary.org/bibliography/5550>

ser.2:t.45 (1878): <http://www.biodiversitylibrary.org/item/28479>

Page(s): Page 658, Page 659, Page 660, Page 661, Page 662, Page 663, Page 664, Page 665, Page 666, Page 667, Page 668, Page 669, Page 670, Page 671, Page 672, Page 673, Page 674, Page 675, Page 676, Page 677, Page 678, Page 679, Page 680, Page 681

Contributed by: Harvard University, Museum of Comparative Zoology,
Ernst Mayr Library

Sponsored by: Harvard University, Museum of Comparative Zoology,
Ernst Mayr Library

Generated 9 June 2016 1:45 AM

<http://www.biodiversitylibrary.org/pdf4/052308800028479>

This page intentionally left blank.

CLASSE DES LETTRES.

Séance publique du 8 mai 1878, à 1 heure.

M. ÉM. DE LAVELEYE, directeur.

M. LIAGRE, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. M.-N.-J. Leclercq, vice-directeur; Gachard, P. De Decker, Haus, le baron J. de Witte, Ch. Faider, R. Chalon, Thonissen, Th. Juste, Félix Nève, Alp. Wauters, Conscience, G. Nypels, Alph. Le Roy, A. Wagener, J. Heremans, P. Willems, membres; Nolet de Brauwere van Steeland, A. de Reumont, Aug. Scheler, Alph. Rivier, E. Arntz, associés; Edm. Pouillet, G. Rolin-Jaequemyns, Stan. Bormans, Ch. Piot, Ch. Potvin, J. Stecher et Eug. Van Bommel, correspondants.

Assistaient à la séance :

Classe des sciences : MM. Houzeau, directeur, président de l'Académie; Stas, P.-J. Van Beneden, H. Nyst, Gluge, Melsens, F. Duprez, E. Candèze, Donny, Ch. Montigny, Éd. Morren, C. Malaise, F. Folie, Éd. Mailly, membres; E. Catalan, associé.

Classe des beaux-arts : MM. le chevalier de Burbure, vice-directeur; L. Alvin, G. Geefs, J. Geefs, C.-A. Fraikin, Éd. Fétis, De Busscher, J. Franck, G. De Man, Ad. Siret, Ern. Slingeneyer, A. Robert, Samuel, Ad. Pauli, J. Schadde, membres; Jos. Demannez, correspondant.

Un public choisi, parmi lequel plusieurs dames et divers hauts fonctionnaires de l'État, remplit la grande salle de marbre.

A 1 heure, M. le directeur ouvre la séance par le discours suivant :

La Démocratie et l'Économie politique.

« Les écrivains du XVIII^e siècle attribuaient une influence prédominante aux institutions politiques. C'est ainsi que Montesquieu fait reposer tout son livre, *l'Esprit des lois*, sur la distinction des trois formes de gouvernement, la démocratie, l'aristocratie et la monarchie.

» A notre époque, on s'est attaché surtout à considérer les lois générales et plus spécialement les lois économiques, qui agissent à peu près partout de la même façon, quelle que soit la forme de gouvernement, et on a été parfois jusqu'à méconnaître entièrement l'influence exercée par les institutions politiques.

» Les événements contemporains ont contribué à amener ce changement dans les idées. Ainsi, naguère encore, la république était l'objet, pour les uns, de terreurs invincibles et de répulsions violentes; pour les autres, d'enthousiasmes juvéniles et d'espérances illimitées. Elle a été établie dans deux grands pays, aux États-Unis, depuis un siècle, en France depuis huit ans, sans justifier ni ces craintes ni ces espérances. Elle n'a amené ni l'Eldorado que rêvaient les uns, ni l'échafaud que redoutaient les autres. La civilisation suit la même marche en Angleterre qu'aux États-Unis et en Italie qu'en France. Les mêmes problèmes économiques et religieux, les mêmes crises financières, les mêmes hostilités de classes, la même lutte

entre capitalistes et ouvriers, les mêmes grèves se rencontrent dans tous les pays de l'Occident, qu'ils soient constitués en république ou en monarchie, et ce n'est pas à des Belges qu'il faut apprendre que la royauté constitutionnelle peut donner à une nation, de la façon la plus complète, l'ordre, la liberté et le progrès.

» Sous les différents régimes, les hommes deviennent de plus en plus semblables les uns aux autres. Ils se logent, s'habillent et se nourrissent de la même façon. Ils voyagent de même, ils lisent les mêmes livres, ils pensent de même.

» Les costumes nationaux, les préjugés nationaux, les caractères nationaux, disparaissent. Il n'est pas d'invention nouvelle, de découverte scientifique, de procédé industriel qui ne soit aussitôt connu, généralisé, appliqué partout. Une mode, même bizarre, apparaît-elle à Paris, elle est aussitôt suivie à Londres, à Rome, à Vienne, à Saint-Pétersbourg et à New-York. Un article du *Times* ou du *Journal des Débats* est reproduit à l'instant dans tous les journaux de l'univers. Traversez l'Atlantique; franchissez les Montagnes rocheuses, arrêtez-vous sur les bords de l'Océan Pacifique, ou même faites le tour du monde, et écoutez ce qui se dit, lisez ce qui s'écrit, vous croirez ne pas avoir quitté l'Europe. En tout pays vous aurez rencontré, sauf certaines nuances individuelles, le même homme, le civilisé du XIX^e siècle.

» Ce cosmopolitisme dans les idées et cette uniformité dans les coutumes, sont le résultat de la presse, des chemins de fer et du télégraphe, qui jettent les hommes dans le même moule, en créant entre eux des liens intimes de chaque jour et en les faisant vivre, pour ainsi dire, de la même vie.

» Le nivellement des classes se fait par la même cause, et cette cause, dont il est encore impossible d'apercevoir toutes les conséquences, est le progrès de la mécanique appliquée à l'industrie. Elle agit dans toutes les directions de l'activité humaine. Qui lisait autrefois? Dans l'antiquité, le savant, le philosophe qui déroulait, dans les bibliothèques de marbre, ses rares papyrus, et, au moyen âge, le moine dans les abbayes, qui possédaient seules quelques manuscrits. Quand un livre écrit à la main coûtait l'équivalent de deux ou trois années de travail, ni l'homme du peuple, ni même le bourgeois, ne pouvaient s'en procurer, et, à vrai dire, ils n'y songeaient pas. L'imprimerie, en mettant le livre et surtout le journal à la portée de tous, a modifié complètement la base des institutions politiques et préparé l'avènement de la démocratie. L'instruction populaire, offerte et même imposée à tous, complète l'œuvre de transformation opérée par la presse.

» Jadis le manant vivait et mourait à l'ombre de son clocher, attaché à la glèbe comme certaines espèces inférieures au rocher où elles naissent. Il suivait en tout la tradition des aïeux. Il ne savait rien de ce qui se passait à vingt lieues de chez lui. Aujourd'hui, l'ouvrier se déplace plus facilement et voyage plus rapidement que les souverains il y a cent ans, et la locomotive emporte dans son vol le prince de la finance et le plus humble journalier, qui arrivent tous deux à destination au même instant. Des journaux spéciaux mettent les travailleurs de tous les pays en communication intime et quotidienne, et ils n'ignorent rien de ce qui touche à leurs intérêts.

» Jusqu'à la fin du siècle dernier chaque classe avait son costume particulier. Comme dans les pays de l'Europe orientale, le paysan était vêtu d'une bure grossière tissée

par sa femme, ou de la dépouille des animaux. Aujourd'hui la bobine et le métier que la vapeur fait mouvoir avec une rapidité inouïe, produisent des étoffes à bas prix, et le dimanche, quand l'ouvrier a déposé son habit de travail, il est vêtu comme les gens aisés. L'égalité sociale se manifeste jusque dans la similitude du vêtement, qui en est, pour ainsi dire, le symbole. Le riche et le noble ne portent plus ni pourpoint de velours, ni habit de satin; les dentelles, les broderies et les pierreries sont laissées aux femmes. La distinction consiste dans l'extrême simplicité et on dirait que notre siècle a, d'instinct, adopté un costume que l'ouvrier même peut se donner.

» Ces exemples montrent comment des forces économiques préparent l'égalité. La machine est le grand niveleur. C'est elle qui rend inévitable le triomphe de la démocratie.

» Les lois civiles et les lois politiques ont consacré et souvent devancé ce mouvement égalitaire. Il n'y a plus de privilèges, ni pour les individus, ni pour les castes : — mariage, succession, propriété, contrats de toute nature, toutes les lois civiles sont les mêmes pour tous. Dans beaucoup de pays, le vote est accordé à tous ou presque à tous. Le suffrage universel devient ainsi la source des pouvoirs et le nombre des fonctions qui se recrutent par l'élection augmente sans cesse. La démocratie coule à pleins bords, s'écriait Royer-Collard sous la Restauration. Que dirait-il à la vue de ce qui se passe aujourd'hui? La France en république; dans l'Allemagne, naguère encore féodale, le Parlement de l'empire élu par le vote de tous; dans cette Italie, dans cette Espagne, qui semblaient pour toujours vouées au despotisme, le régime représentatif solidement implanté; en Angleterre, le droit de voter accordé à qui-

conque habite une maison ; en Autriche, en Russie même, le suffrage universel appliqué à l'administration communale.

» Dans la reconstitution des États on consulte désormais ce que l'on appelle le principe des nationalités, c'est-à-dire la volonté ou l'origine ethnographique des peuples, et non plus, comme dans les traités même assez récents, ceux de Vienne, par exemple, les convenances et les ambitions des princes ou les exigences de l'équilibre européen. Le progrès du principe démocratique a ainsi changé entièrement la base de la politique extérieure. Un gouvernement autocratique peut maintenir sous un même sceptre des populations de race, de religion, de langue complètement différentes. Mais quand le régime représentatif se fonde et que le pouvoir est exercé par des assemblées délibérantes, il faut qu'on tienne compte du principe des nationalités.

» C'est ce principe qui devient, malgré toutes les résistances, l'agent de formation des États nouveaux. C'est ainsi que se sont constituées sous nos yeux l'unité allemande et l'unité italienne, et que déjà s'annonce, pour l'avenir, l'unité slave. C'est cette force de désagrégation et de reconstitution qui menace l'existence des États renfermant des nationalités différentes comme la Turquie et l'Autriche, et le seul moyen d'empêcher la destruction de ces États est de substituer hardiment, pendant qu'il en est temps encore, l'Union fédérale des divers groupes autonomes à la centralisation autocratique et imposée.

» Si maintenant nous considérons les changements que les progrès de l'industrie font subir aux conditions sociales, nous verrons que les mêmes influences économiques qui, d'une part, rendent les hommes plus égaux,

font naître d'autre part l'antagonisme entre les maîtres et les ouvriers, et qu'ainsi la cause qui amène le triomphe de la démocratie en crée aussi les périls.

» Rappelez-vous comment se faisait le travail industriel au moyen âge. Prenez l'industrie de la laine en Flandre, qui exportait ses produits dans le monde entier et dont le développement a créé nos puissantes et peuleuses communes. Certaines vignettes des manuscrits nous font pénétrer dans la demeure de l'artisan. Il est assis au métier et tisse le drap, tandis que, près de lui, ses enfants préparent la quenouille et que sa femme file au rouet. Le travail se faisait ainsi au foyer domestique. Le maître travaillait de ses mains, aidé de sa famille et de quelques apprentis. Il n'avait besoin que d'un petit capital. L'instruction, la condition, la manière de vivre et de penser du maître et de ses ouvriers étaient très-semblables. Les privilèges des corporations pouvaient produire des mécontentements; il ne dégénéraient pas en un antagonisme de classes, parce que l'ouvrier et celui qui l'employait appartenaient à la même condition. Sans doute, vers la fin du moyen âge, le progrès de la richesse et de l'inégalité amena au sein des communes en Flandre et plus encore en Italie, la lutte des grands et des petits, des *gras* et des *maigres*, mais ce n'était que des rivalités de corps de métiers se disputant certains privilèges politiques, ce n'était pas l'antagonisme radical du capitaliste et du travailleur, ni le rêve de l'égalité des conditions.

» Aujourd'hui la production s'accomplit par la grande industrie qui présente des caractères complètement différents.

» Les ouvriers sont obligés de quitter leur foyer et de désertter leur famille. Ils doivent se grouper en foule

dans de vastes ateliers autour du moteur mécanique mettant en mouvement les innombrables et admirables engins qui décuplent et centuplent les forces humaines.

L'ouvrier de fabrique, n'ayant plus à accomplir qu'un effort musculaire et automatique, est descendu au-dessous du compagnon et de l'apprenti d'autrefois, et en même temps le chef d'industrie s'est élevé infiniment au-dessus du maître-artisan. Que l'usine lui appartienne ou qu'il n'en soit que le directeur, il dispose de capitaux immenses, et comme un général, il commande à une armée de travailleurs; il est riche ou il est richement rétribué; il doit posséder de grandes connaissances techniques, avoir la volonté nécessaire pour se faire obéir par de nombreux employés, connaître les besoins des pays étrangers et l'étendue du marché d'exportation, suivre d'un œil attentif les fluctuations du marché monétaire, de la balance du commerce non-seulement autour de lui, mais dans le monde entier, — car maintenant tous les pays sont solidaires et une crise qui éclate, même au delà de l'Océan, dans l'un ou l'autre hémisphère, se répercute partout en ruines et en faillites. Par son instruction, par sa position, par sa manière de vivre, par la nécessité même de l'exercice de l'autorité, le chef d'industrie appartient à un autre monde que ses ouvriers.

» Ses sentiments d'homme ou de chrétien peuvent l'amener à ne voir en eux que des frères; néanmoins, entre eux il n'y a rien de commun. C'est en vain qu'il voudrait augmenter leur salaire, améliorer leur condition; il ne le peut. La concurrence le pousse, malgré lui, à réduire, autant que possible, les frais de production.

Ainsi, à mesure qu'elle perfectionne ses procédés et qu'elle pousse plus loin l'emploi des machines et la division

du travail, la grande industrie améliore la condition des classes inférieures en leur livrant à meilleur marché les produits fabriqués; mais, en même temps, elle augmente la distance qui sépare le capitaliste du travailleur. L'artisan, le petit entrepreneur, le petit industriel sont écrasés par les grandes fabriques. Ceux qu'on a appelés les hauts barons de la finance et de l'industrie, restent les maîtres du monde économique.

» Un autre danger menace les démocraties modernes, c'est l'instabilité des conditions, les inquiétudes, les aspirations démesurées qui en résultent. Cette instabilité est produite par l'égalité civile et par la liberté des transactions.

» Au moyen âge, le sort de chacun était fixé, mais, en même temps, assuré.

» Le cultivateur était attaché à la glèbe et soumis aux corvées; mais il avait toujours assez de terres à cultiver pour en vivre et il les conservait moyennant une redevance fixe; il n'était pas exposé aux charges croissantes d'un fermage renouvelé à bref délai. Les biens communaux, partout très-étendus, lui fournissaient, comme encore aujourd'hui en Suisse ou dans nos Ardennes, un pâturage pour son bétail, du bois pour chauffer son foyer ou construire et réparer sa demeure. Il ne pouvait aspirer à s'enrichir et à sortir de sa condition, mais il n'avait pas à craindre le dénuement absolu, l'isolement complet. Par les liens de la commune, il restait uni à ses semblables, comme au sein d'une même famille, et intimement attaché au sein maternel de la terre collective. Ses espérances étaient bornées, mais ses inquiétudes l'étaient aussi.

» La corporation offrait à l'artisan le même genre de sécurité que la commune rurale donnait au cultivateur. Il

était protégé contre la concurrence par les privilèges des métiers. Pas de crise ni de chômage. Le travail avait une clientèle connue et toujours la même.

» La situation des boutiquiers était aussi assurée que celle de l'artisan. Au même comptoir les générations se succédaient vivant de la même façon. Les marchands qui trafiquaient avec l'étranger, comme Jacques-Cœur en France, ou les grands banquiers italiens, comme les Peruzzi, — les amis d'abord, puis les créanciers non payés d'Édouard III et de l'Angleterre, — avaient seuls plus de place pour se mouvoir et plus de moyens pour s'enrichir.

» Tout à fait au-dessus, la noblesse féodale, protégée par ses armes, ses châteaux-forts, ses richesses et les préjugés de caste, vivait dans un monde à part et inabordable.

» La société se trouvait ainsi complètement enchaînée dans le réseau compliqué de ses coutumes traditionnelles. Elle était immobile mais stable. C'était un régime de classes superposées, semblable à celui qui a donné à l'Égypte ancienne une assiette si solide, une durée si longue et qui a laissé, là-bas comme ici, de si prodigieux monuments. Les hôtels de ville et les cathédrales des bords de l'Escaut rappellent par leur masse indestructible, les pyramides et les temples des bords du Nil.

» Incontestablement, la condition matérielle des hommes est meilleure aujourd'hui. Jadis, les souffrances des individus étaient parfois extrêmes, parce que la violence des grands n'était pas arrêtée par la main tutélaire et toute-puissante de l'État, et parce que le commerce et la science n'étaient point là pour combattre la disette et les maladies. La société était constamment troublée par les guerres locales et, périodiquement, décimée par la famine et la

peste ; mais en temps ordinaire , les âmes étaient calmes et , en temps d'épreuves , résignées .

» Toutes ces institutions du moyen âge , qui étaient en même temps des entraves et des refuges , ont disparu . La liberté et l'égalité proclamées pour tous ont nivelé le terrain où se déploie et se déchaîne la concurrence universelle .

» Nous voyons sous nos yeux la lutte pour l'existence , qui est , dit-on , la loi du monde animal , devenir aussi la loi du monde économique . Les premières places sont aux plus forts , aux plus prévoyants , aux plus habiles et , malheureusement parfois aussi , aux moins scrupuleux .

» Cette compétition générale est la cause de tous les progrès , le grand ressort de l'activité industrielle , la source de notre puissance ; mais elle produit aussi une incessante agitation , une inquiétude permanente , une instabilité universelle . Nul n'est content de son sort ; nul n'est assuré du lendemain . Celui qui est riche veut accumuler plus de richesses ; celui qui vit de son travail tremble de perdre même son gagne-pain .

» Chacun est libre ; chacun se fait sa destinée . Il n'y a plus de classes fermées , plus de métiers clos . L'égalité de droit est complète , mais l'inégalité de fait subsiste et elle irrite d'autant plus que chacun peut aspirer à tout . Il y a d'autant plus de déceptions qu'il y a plus d'espérances éveillées . Tous peuvent arriver , mais tous n'arrivent pas , et ceux qui restent en bas envient et maudissent ceux qui s'élèvent au-dessus d'eux .

» Jadis , les hommes n'étaient pas tourmentés ainsi par le besoin de changer de condition parce qu'ils n'en voyaient pas le moyen . Ils n'avaient ni l'ambition de parvenir , ni la soif d'accumuler des richesses , car cela était hors de leur

portée. Leur sort étant fixé ici-bas, c'était dans l'autre monde que s'étendait leur espoir. Maintenant, c'est sur cette terre qu'ils veulent être heureux et ils songent à détruire tout ce qui peut porter obstacle à la réalisation de l'égal partage des jouissances terrestres.

» Le règlement du salaire, l'une des questions économiques le plus violemment agitées de nos jours, fait naître pour la démocratie moderne un autre danger.

» Autrefois, le salaire était réglé par la coutume et souvent par un tarif officiel. Aujourd'hui il l'est par la libre concurrence, c'est-à-dire par le rapport qui existe entre le nombre des bras et la quantité des capitaux cherchant de l'emploi. Tout est soumis ici à la fameuse loi de Ricardo, à la loi d'airain, comme disent les socialistes allemands, en raison de laquelle le salaire est fatalement réduit à ce qui est strictement nécessaire pour permettre à l'ouvrier de vivre et de se perpétuer. Quand ils ont commencé à comprendre cette loi formulée par les économistes, les travailleurs se sont dit : « Puisque notre rétribution dépend de l'offre de nos bras, cessons de les offrir » à moins qu'on ne nous paye davantage. » De là sur le continent, en Amérique, en Angleterre surtout, ces coalitions, ces grèves qui, pour ainsi dire chaque jour, arrêtent le travail et troublent quelque industrie. Au moment où je parle, les fabriques de coton se ferment en Angleterre et plus de 80,000 ouvriers sont réduits à l'oisiveté et à la misère. Entre maîtres et travailleurs, c'est un état de guerre permanent avec ses luttes, ses victoires et ses défaites, guerre civile, sourde et amère où celui-là triomphe qui peut le plus longtemps subsister sans rien gagner, lutte bien plus cruelle et plus poignante que celle qui se décide sur les barricades à coups de fusils : tous les

meubles mis en gages ou vendus, les petites économies des jours meilleurs dévorées peu à peu et enfin la misère, la faim envahissant le foyer et réduisant la femme et les enfants à crier merci.

» La liberté du commerce de pays à pays venant s'ajouter à la libre concurrence au sein d'un même pays, a donné naissance à la Ligue internationale des travailleurs. Malgré les rivalités de dynasties et de races, les relations entre les États civilisés deviennent si intimes que tout prend un caractère international. Expositions internationales, congrès internationaux, instituts internationaux, tarifs de chemins de fer et de télégraphe internationaux, banques internationales, régates internationales, union postale universelle, union monétaire : le monde entier ne forme plus qu'un atelier et qu'un marché. Il en résulte que les chefs d'industrie, le voulussent-ils, ne peuvent dans une contrée augmenter les salaires et par suite le prix de revient des marchandises, sans s'exposer à voir les concurrents étrangers leur enlever la clientèle. Pour les produits d'exportation une grève locale ne peut donc aboutir qu'à la ruine de l'industrie où elle aurait triomphé.

» C'est ce que les ouvriers ont compris, et ils en ont conclu que le seul moyen d'obtenir la hausse des salaires était de faire entrer dans une Ligue internationale tous les travailleurs d'un même métier afin de pouvoir décréter, au besoin, la grève universelle.

» De cette façon, une augmentation de salaire semble possible, car il n'y a plus à craindre que la concurrence de l'étranger fasse échouer les grèves locales.

» De la situation industrielle que nous venons de décrire est sorti le socialisme : j'entends par là le dessein ou le rêve d'établir l'égalité des conditions. On a cru un

moment qu'il ne s'agissait que d'une maladie de l'esprit, suite passagère des révolutions politiques, que le retour de l'ordre et le raisonnement feraient bientôt disparaître. On s'aperçoit aujourd'hui que c'est un mal chronique. Le socialisme envahit tous les pays. Il est devenu une sorte de religion cosmopolite. Il passe par-dessus les frontières, il fait oublier les hostilités de race; surtout il déracine l'amour et efface même l'idée de la patrie. Les compatriotes sont des ennemis s'ils sont chefs d'industrie, les étrangers sont des frères s'ils vivent du salaire. Dès que la république a été proclamée en France, les socialistes allemands se sont prononcés contre les armées allemandes et les ouvriers de Londres, de Pesth, de Vienne et de Berlin ont applaudi aux luttes et excusé les crimes de la Commune à Paris.

» La situation économique étant à peu près la même dans tous les pays, le socialisme trouve partout les mêmes griefs, les mêmes aspirations, les mêmes éléments inflammables. Les agitations sociales ne sont pas locales comme les révolutions politiques. Elles sont universelles comme les fermentations religieuses, parce qu'elles s'adressent à des besoins généralement sentis et à des convoitises qui dorment partout au fond de l'âme humaine; non moins que la religion, le socialisme inspire le prosélytisme, trouve des théoriciens et des apôtres, et remplit le cœur de ses adeptes d'un fanatisme tantôt mystique, tantôt farouche. Qu'on ne se laisse pas abuser par le calme qui règne aujourd'hui. Elles ne sont pas calmées, ces haines de sauvage qui naguère ont mis le feu aux quatre coins de Paris en s'écriant : Périssent par les flammes tous les monuments qui rappellent l'inégalité!

» En résumé, voici la situation que le progrès écono-

mique a faite aux sociétés modernes. Il a émancipé les ouvriers de toute entrave : il les a arrachés à l'étreinte des corporations; il a augmenté leur salaire et leur bien-être, mais en même temps il en fait une classe à part en les groupant en masses énormes dans de vastes ateliers et dans certains centres; il leur a donné des besoins nouveaux; il a surtout éveillé en eux des aspirations illimitées et il les a exposés, sans défense, sans garantie, à toutes les fluctuations des affaires si souvent bouleversées par les transformations de l'industrie, par les crises commerciales et par la stagnation de la vente. Le paysan est affranchi de la corvée et de la glèbe, et sa condition est aussi meilleure, mais la hausse des fermages est pour lui une cause d'inquiétudes périodiques et d'inimitiés entre le propriétaire et lui. C'est quand les ouvriers et les petits fermiers de la campagne auront appris, comme les ouvriers de l'industrie, à envier le sort des riches et à maudir leur, que le péril, qui menace nos sociétés démocratiques, apparaîtra. Ce péril, le voici en deux mots : Vous donnez le pouvoir de choisir les législateurs et ainsi de faire la loi à celui qui n'a pas la propriété et dont le salaire est fatalement réduit au strict nécessaire. Vous proclamez l'égalité de droit, et l'inégalité de fait qui continue à subsister cause plus de souffrances et devient plus irritante.

» Tocqueville, le théoricien de la démocratie, en l'étudiant aux États-Unis, n'y avait pas aperçu ce danger qui, en effet, n'y existait pas alors; mais un autre écrivain français, qui joint à la profondeur des vues l'éclat original du style, M. Dupont-White, l'a bien fait voir en invoquant une lettre de Macaulay, qui est une véritable prophétie. Les grèves terribles et les furieux combats qui s'en sont suivis, l'an dernier, dans certains États de l'Union améri-

caine, n'ont que trop tôt donné raison au grand historien anglais.

» Cette lettre de Macaulay, datée du 23 mars 1857, est adressée à un Américain.

» Votre destinée est écrite, quoique conjurée pour le moment par des causes toutes physiques. Tant que vous aurez une immense étendue de terre fertile et inoccupée, vos travailleurs seront infiniment plus à l'aise que ceux du vieux monde, — et, sous l'empire de cette circonstance, la politique de Jefferson ne produira peut-être pas de désastres. Mais le temps viendra où la nouvelle Angleterre sera aussi peuplée que la vieille Angleterre. Chez vous, le salaire baissera et subira les mêmes fluctuations que chez nous. Vous aurez vos Manchester et vos Birmingham, où les ouvriers, par centaines de mille, auront assurément leurs jours de chômage. Alors se lèvera pour vos institutions le grand jour de l'épreuve.

» La détresse rend partout le travailleur mécontent et mutin, la proie naturelle de l'agitateur, qui lui représente combien est injuste cette répartition où l'un possède des millions, tandis que l'autre est en peine de son repas. Chez nous, dans les mauvaises années, il y a beaucoup de murmures et même quelques émeutes; mais peu importe, car la classe souffrante n'est pas la classe gouvernante. Ce suprême pouvoir est dans les mains d'une classe nombreuse, il est vrai, mais choisie, cultivée d'esprit, qui est et s'estime profondément intéressée au maintien de l'ordre, à la garde des propriétés. Il s'ensuit que les mécontents sont réprimés avec mesure, mais avec fermeté, et l'on franchit les temps désastreux sans voler le riche pour assister le pauvre ;

» les sources de la prospérité nationale ne tardent pas à
 » se rouvrir : l'ouvrage est abondant, les salaires s'élèvent,
 » tout redevient tranquillité et allégresse. — J'ai vu trois
 » ou quatre fois l'Angleterre traverser de ces épreuves, et
 » les États-Unis auront à en affronter de toutes pareilles,
 » dans le courant du siècle prochain, peut-être même
 » dans le siècle où nous vivons. Comment vous en tire-
 » rez-vous ? Je vous en souhaite de tout cœur une heu-
 » reuse issue. Mais ma raison et mes vœux ont peine à se
 » mettre d'accord, et je ne puis m'empêcher de prévoir
 » ce qu'il y a de pire. Il est clair comme le jour que votre
 » gouvernement ne sera pas capable de contenir une ma-
 » jorité souffrante et irritée.

» Car chez vous le gouvernement est dans les mains
 » des masses et les riches qui sont en minorité sont abso-
 » lument à leur merci. Un jour viendra, dans l'État de
 » New-York, où la multitude, entre une moitié de déjeu-
 » ner et la perspective d'une moitié de dîner, nommera
 » les législateurs. Est-il possible de concevoir un doute
 » sur le genre de législateurs qui sera nommé ? — D'un
 » côté vous aurez un homme d'État prêchant la patience,
 » le respect des droits acquis, l'observation de la foi pu-
 » blique ; — d'un autre côté, un démagogue déclamant
 » contre la tyrannie des capitalistes et des usuriers, et
 » demandant pourquoi les uns boivent du vin de Cham-
 » pagne et se promènent en voiture, tandis que tant
 » d'honnêtes gens manquent du nécessaire. Lequel de ces
 » candidats, pensez-vous, aura la préférence de l'ouvrier
 » qui vient d'entendre ses enfants lui demander du pain ?
 » J'en ai bien peur ; vous ferez alors de ces choses après
 » lesquelles la prospérité ne peut plus renaître. Alors ou
 » quelque César ou quelque Napoléon prendra d'une main

» puissante les rênes du gouvernement, — ou votre répu-
 » blique sera aussi affreusement pillée et ravagée au
 » XX^e siècle, que l'a été l'empire romain par les barbares
 » du V^e siècle avec cette différence que les dévastateurs
 » de l'empire romain, les Huns et les Vandales, venaient
 » du dehors, tandis que les barbares seront les enfants de
 » votre pays et l'œuvre de vos institutions. »

» Voilà ce que Macaulay écrivait il y a vingt ans.

» Les démocraties grecques ont passé par les mêmes épreuves et y ont péri. Aussitôt que le développement de la richesse amena l'inégalité, la lutte entre les riches et les pauvres commença. Les législateurs qui voyaient le danger eurent recours à toutes sortes d'expédients pour arrêter le progrès de l'inégalité : inaliénabilité des patrimoines, limitation du droit de succession, maintien de la propriété collective pour les pâturages et les forêts, terres publiques exploitées au profit de tous, banquets publics où tous venaient s'asseoir, les *sussitia* et les *copis*, ressource pour les pauvres, symbole de la démocratie égalitaire. Comme on le sait, toutes ces précautions furent vaines : la lutte sociale mit aux prises deux classes presque aussi séparées d'intérêt que deux peuples ennemis. Écoutez cette grave parole de Platon au livre IV de la *République* : elle résume exactement la situation que crée le socialisme contemporain : « Chacun des États grecs, dit-il, n'est pas un : il renferme deux États, l'un composé de riches, l'autre de pauvres. »

» Les pauvres jouissant des droits politiques voulurent s'en servir pour établir ou rétablir l'égalité. Tantôt on mettait tous les impôts à la charge des riches, tantôt on confisquait leurs biens en les condamnant à mort ou à l'exil ; souvent on abolissait les dettes, et parfois on allait

jusqu'à faire un partage égal des propriétés. Les riches, mieux armés, se défendaient avec vigueur. De là des luttes sociales constantes, dont Polybe indique parfaitement la cause. « Dans toute guerre civile, dit-il, il s'agit de dé-
 » placer les fortunes. » M. Fustel de Coulanges, dans son excellent livre, la *Cité antique*, résume ainsi l'histoire des démocraties de la Grèce. « Les cités grecques flottaient
 » toujours entre deux révolutions : l'une qui dépouillait
 » les riches, l'autre qui les remettait en possession de leur
 » fortune. Cela dura depuis la guerre du Péloponèse jus-
 » qu'à la conquête de la Grèce par les Romains. »

» Éclairé par les faits, nul écrivain n'a mieux compris qu'Aristote le formidable problème que soulève la constitution d'un État démocratique. Dans son livre *La politique*, il montre à la fois le péril et le remède.

« L'inégalité, dit-il, est la source de toutes les révolu-
 » tions, car aucune compensation ne dédommage de l'iné-
 » galité. » (Liv. V, ch. I^{er}.)

» Les hommes égaux sous un rapport ont voulu l'être
 » en tout. Égaux en liberté, ils ont voulu l'égalité absolue.
 » Ne l'obtenant pas, on se persuade qu'on est lésé dans
 » ses droits; on s'insurge. »

» Le seul moyen de prévenir les insurrections et les révolutions est, d'après Aristote, de maintenir une certaine égalité. « Faites que même le pauvre ait un petit héritage », s'écrie-t-il. Dans le même chapitre (liv. II, ch. V), il loue le législateur Phaléas de Chalcédoine d'avoir pris des mesures pour empêcher l'inégalité.

» Le nivellement des fortunes, dit-il, est le seul moyen
 » de prévenir les discordes. »

» Un État, dit-il ailleurs, d'après le vœu de la nature,
 » doit être composé d'éléments qui se rapprochent le plus
 » possible de l'égalité. »

» Il montre ensuite que, dans un État où il n'y a en présence que des riches et des pauvres, les luttes sont inévitables. « Le vainqueur, dit-il, regarde le gouvernement » comme prix de la victoire, » et il s'en sert pour opprimer et dépouiller les vaincus. C'est exactement ce que Macaulay prédisait aux États-Unis. Les écrivains politiques du XVIII^e siècle, et surtout Montesquieu, répètent sans cesse cette maxime des Sages de la Grèce que l'égalité de fait est la seule base solide de la démocratie. Il consacre les chapitres V et VI du livre V de *l'Esprit des lois* à développer ce principe. « Il ne suffit pas, dit-il, dans une bonne » démocratie, que les portions de terre soient égales, il » faut qu'elles soient petites comme chez les Romains. »

» La situation des démocraties modernes diffère, il est vrai, de celle des démocraties antiques. Elles rencontrent plus de difficultés, parce que le christianisme, proclamant l'égalité de tous les hommes, donne les mêmes droits politiques aux travailleurs, qui, jadis esclaves, étaient considérés comme appartenant à une autre espèce. Mais d'autre part, elles ont plus de ressources, parce que le travail libre crée une foule de conditions intermédiaires et efface ainsi la démarcation absolue entre riches et pauvres. Ainsi, d'un côté, la difficulté de fonder la démocratie est plus grande, puisqu'il faut y faire entrer tous les hommes et non plus, comme jadis, des hommes libres; mais, d'un autre côté, les moyens de s'y faire une place ne manquent pas comme dans l'antiquité.

» Après avoir indiqué rapidement les dangers dont le développement économique menace les démocraties modernes, il faudrait aussi montrer comment on peut y échapper. Mais je dois me hâter; je ne puis toucher que les points principaux.

» Disons d'abord bien haut que c'est en vain qu'on chercherait un refuge dans le despotisme.

» Les classes aisées qui se croient en danger sont toujours prêtes à demander protection à la théocratie ou à la dictature : c'est accroître le danger.

» Tocqueville l'a bien montré, c'est surtout aux démocraties que le sentiment religieux est nécessaire. Or, transformer la religion en instrument de lutte politique et en moyen de compression, c'est ébranler son empire sur les âmes et ruiner ainsi le fondement nécessaire des mœurs et des institutions.

» Ce n'est point non plus le despotisme qui sauvera les sociétés modernes. Le despotisme n'a jamais été un gouvernement stable, pas même dans l'empire romain ou dans les États asiatiques. De nos jours miné par les revendications incompressibles de la liberté, il ne durerait qu'appuyé sur l'armée et à condition de ne point commettre de grandes fautes. Il s'userait dans la paix et, bientôt obligé de faire la guerre, la première défaite le renverserait. Et alors plus la compression aurait été complète, plus serait violente l'explosion des colères populaires. Nous en avons eu sous les yeux cet effrayant spectacle.

» Puisqu'on ne peut demander le salut ni à la théocratie ni à la dictature militaire, il faudra bien s'accommoder de la liberté. Mais pour que celle-ci soit féconde et n'aboutisse pas à d'incessantes révolutions, il est nécessaire de donner à tous une instruction sérieuse et surtout morale, afin que les classes ouvrières apprennent à connaître la limite de leurs droits et les classes supérieures l'étendue de leurs devoirs. Il ne faut point dire au peuple que dans notre ordre social tout est parfait; il ne le croirait pas,— mais il faut lui faire comprendre que l'amélioration de son sort ne

peut s'accomplir que lentement, successivement et dans la mesure de son élévation intellectuelle et morale, et que, par conséquent, c'est retarder le progrès que de vouloir hâter sa marche par l'emploi de la force.

» Aristote et Montesquieu avaient raison : la démocratie ne peut s'établir solidement que sur la base de l'égalité. Aussi notre Code civil impose-t-il le partage égal des successions, et grâce à cette loi, le nombre des propriétaires fonciers augmente sans cesse et dans certaines de nos provinces presque chaque famille a une part du domaine agricole. Le capital des grandes usines, des chemins de fer, des canaux, des mines, la dette de l'État et des villes, représenté par des titres de minime importance, arrive, par l'épargne, aux mains des artisans, des domestiques, et des ouvriers mêmes.

C'est la propriété démocratisée qui doit sauver la démocratie.

Quand tout père de famille sera devenu propriétaire d'un petit champ, d'une maison, d'une action, d'une obligation ou d'un titre de rente, il n'y aura plus de révolutions sociales à craindre. Il faut donc inculquer aux classes laborieuses dès l'enfance et dans l'école la connaissance et l'habitude de l'épargne ; rendre aussi facile que possible l'acquisition de la propriété, repousser toute mesure qui aurait pour effet de la concentrer en quelques mains, et, au contraire, adopter toutes celles qui peuvent avoir pour effet d'y appeler le plus grand nombre.

» Les classes aisées doivent aussi se pénétrer de leur devoir envers ceux dont la condition est malheureuse ou précaire. Jadis on croyait s'en acquitter par l'aumône. Certes elle est parfois nécessaire, mais on sait maintenant que, trop facile et trop abondante, elle dégrade celui qui la

reçoit et le pousse à l'oisiveté. Ce qu'il faut, c'est mettre l'ouvrier à même d'améliorer son sort par ses propres efforts et, à cet effet, multiplier les institutions qui l'élèvent et le civilisent, sociétés ouvrières, bibliothèques populaires, sociétés coopératives, sociétés d'épargne, sociétés de conférences populaires, écoles d'adultes, écoles industrielles. Il faut que l'initiative des philanthropes et des patrons en fonde partout.

» Les personnes riches croient souvent être utiles aux classes laborieuses par leurs dépenses de luxe, parce qu'elles encouragent ainsi, pensent-elles, l'industrie et le commerce. C'est une pernicieuse erreur. Le luxe dévore les capitaux dont l'accumulation fait hausser le salaire. Il exalte la vanité ; il déränge les fortunes ; il irrite les convoitises et blesse profondément ceux à qui manque le nécessaire. Le christianisme et la philosophie le condamnaient sous le rapport moral ; — l'économie politique en a révélé les effets nuisibles sous le rapport de la production. On est utile non par ce que l'on consomme, mais par ce que l'on épargne, car l'épargne, créant le capital, augmente la production générale et, par conséquent, le bien-être de tous. La simplicité de la vie, l'application au travail, la haute culture morale et intellectuelle, tels sont les exemples qu'il faut présenter aux yeux du peuple. Richesse oblige. Ceux qui disposent du produit net du pays doivent employer leur superflu non à raffiner les jouissances matérielles ou à surexciter les satisfactions de la vanité et de l'orgueil, mais à des œuvres d'utilité générale et au bien de leurs semblables.

» Je me résume et je conclus. Le danger qui menace la démocratie moderne provient du contraste entre l'égalité des droits que l'on proclame et l'inégalité de fait qui persiste.

» Les démocraties antiques ont péri par la lutte des pauvres contre les riches.

» Il faut donc que cette lutte ne se renouvelle plus. Si vous accordez à tous le droit de voter, faites que tous arrivent à la propriété, — et pour cela donnez au peuple une instruction forte, complète, morale; inculquez-lui l'épargne, remplacez par des institutions d'aide et de protection les corporations du moyen âge; favorisez la division des fortunes; représentez par de minimes coupures les capitaux productifs afin que chacun puisse en avoir sa part; tendez la main à ceux qui s'efforcent de monter, faites place à ceux qui arrivent.

» La démocratie moderne ne s'abîmera point dans les guerres civiles comme celle de la Grèce, si elle parvient à réaliser l'idéal révélé par le Christ et dont la cène primitive était l'image c'est-à-dire, la vraie fraternité humaine. »

La parole est donnée ensuite à M. J. Stecher pour la lecture suivante sur : *Édouard III dans nos deux littératures* (1).

« Il y a, dans le théâtre de Shakespeare, une pièce qui n'est que le remaniement d'un vieux manuscrit de la troupe de Blackfriars, mais où les critiques reconnaissent la main du maître, la griffe du lion.

» C'est un drame historique sur la jeunesse d'Édouard III. Fondé sur un des plus beaux récits de Froissart, il repré-

(1) Voir principalement, pour cette étude, la collection académique des écrivains belges, Froissart, Jehan Le Bel, Boendale, le *Belgisch Museum* (t. IV), *Political poems and songs* (Rerum britannicarum medii aevi scriptores). (Le chapitre de S. Lambert par le chevalier X. de Theux, t. II.)